

Dossier d'autorisation d'urbanisme

0362022500002

Saint-Maur - Indre

Type

Permis d amener

État

Autorisé

Autorisation

17/10/2025

Surface créée

-

Surface démolie

-

Logements créés

-

Consulter la fiche actualisée

Scannez le QR code pour ouvrir la fiche publique du permis sur RegistreDesPermis.fr.



Export généré le 09/08/2026 à 01:20 depuis RegistreDesPermis.fr.

Les informations proviennent de données publiques importées et retraitées. Elles doivent être vérifiées auprès des sources administratives officielles avant toute décision engageante.

Synthèse du dossier

Référence	0362022500002
Type	Permis d aménager
État d'avancement	Autorisé
Nature du projet	-
Destination	-
Demandeur	OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'INDRE
SIREN / SIRET	344397070 / 34439707000014

Dates du dossier

Dépôt	01/01/2025
Autorisation	17/10/2025
Décision	17/10/2025
Ouverture chantier	-
Achèvement travaux	-
Prise en compte autorisation	2025-10
Prise en compte ouverture chantier	-
Dernière mise à jour Sitadel	2025-10

Localisation

Adresse	RUE DE L'EGALITE SAINT-MAUR 36250
Commune	Saint-Maur (36202)
Département	Indre (36)
Région	Centre-Val de Loire (24)
Code postal	36250
Parcelles cadastrales	ZN 18, ZN 19, ZN 20

Surfaces par destination

Destination	Avant	Créée	Démolie	Transformée	Issue transfo.
-------------	-------	-------	---------	-------------	----------------

Logements

Total créés	-	Individuels créés	-
Collectifs créés	-	Démolis	-
1 pièce créé	-	2 pièces créés	-
3 pièces créés	-	4 pièces créés	-
5 pièces créés	-	6 pièces et plus créés	-
Logements sociaux	-	Logements PTZ	-

Codes métier et interventions

Type de dossier source	-
Statut source	Autorisé
Nature déclarée	-
Nature complétée	-
Destination principale	-
Zone opérationnelle	Hors zone ou non renseigné
Type principal logements créés	-
Type de transformation	-
Piscine	-
Garage	-
Extension	-
Surélévation	-

Source

Jeu de données	data.gouv.fr
Ressource	9db13a09-72a9-4871-b430-13872b4890b3
Première importation	19/05/2026 10:00
Dernière observation	19/05/2026 10:00

Propriétaires et sociétés liées

Société / personne	SIREN	Lien identifié
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'INDRE (OPHAC DE L'INDRE)	344397070	Société du permis
CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE LOIRE-CENTRE (CELC)	383952470	Administrateur
FORVIS MAZARS SA	784824153	Commissaire aux comptes titulaire
ACHOUR MESSAS	-	Directeur Général
ALAIN CHAVANCE	-	Directeur Général
VIRGINIE CHAUVIN (NICOLAS)	-	Directeur Général
ARIANE MIGNON	-	Membre du conseil de surveillance
CHRISTOPHE TALLOT	-	Membre du conseil de surveillance
DOMINIQUE MULLER	-	Membre du conseil de surveillance
EVE MARTINEAU	-	Membre du conseil de surveillance
FLORENCE PAGE	-	Membre du conseil de surveillance
FLORENT ROHLES	-	Membre du conseil de surveillance
LAURENT INARD	-	Membre du conseil de surveillance
MARINE CAMBOLIN	-	Membre du conseil de surveillance
OLIVIER LENEL	-	Président du directoire
KPMG	775726417	Commissaire aux comptes titulaire
AXEL JEAN BERNARD REBAUDIERES	-	Administrateur
BEATRICE DE BLAUWE (GRANCHET)	-	Administrateur
PIERRE PLANCHON	-	Administrateur
VALENTIN JEAN-JULES RYNGAERT	-	Administrateur
MARC PIERRE ANTOINE SAMPSONIS	-	Administrateurs représentant les salariés
AMADOU SQUARE	-	Commissaire aux comptes suppléant
JEAN-MARIE IDELON-RITON	-	Commissaire aux comptes titulaire
MARIE LENAICK ANNE AMELIE GUILLEMOT	-	Président du conseil d'administration et directeur général
ANNE-MARIE HEMON-MAGNIEZ (HEMON)	-	Membre du conseil de surveillance
ANNICK LEFEBVRE	-	Membre du conseil de surveillance
BRIGITTE CLAUDE (TOULOUSE)	-	Membre du conseil de surveillance
CHRISTOPHE RAYMOND LOUIS DUPAS	-	Membre du conseil de surveillance
DAVID MAILLE	-	Membre du conseil de surveillance
DOMINIQUE MARC GILBERT ROCHETTE	-	Membre du conseil de surveillance
FRANCK JEAN-JACQUES MASSELUS	-	Membre du conseil de surveillance

FRANCOIS MARIE GENITOUR MIRAULT	-	Membre du conseil de surveillance
GENEVIEVE VERONIQUE HERPIN (GUILLOU)	-	Membre du conseil de surveillance
GUILLAUME GERMOND	-	Membre du conseil de surveillance
JACQUES BISSON	-	Membre du conseil de surveillance
JEAN-CHRISTOPHE DENIS	-	Membre du conseil de surveillance
JULIEN-CHRISTIAN BAR	-	Membre du conseil de surveillance
LAURENCE GOBERT-PANCONI (GOBERT)	-	Membre du conseil de surveillance
LAURENCE JACQUELINE DANIELE LEGER (LEGALLAIS)	-	Membre du conseil de surveillance
OLIVIER JACQUES HEMOND	-	Membre du conseil de surveillance
PATRICIA DOMINIQUE BONAMY	-	Membre du conseil de surveillance
PHILIPPE JUSTIN PAQUET	-	Membre du conseil de surveillance
JULIEN RENE NEGRE	-	Membre du directoire
PASCALE CHARPY-MOORE (CHARPY)	-	Membre du directoire
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS (CDC)	180020026	Société liée
ALEXANDRE MARTIN	-	Administrateur
CHRISTIAN YVES WATTECAMPS	-	Administrateur
CHRISTIANE LYDIE TARDIVAT (AUPETIT)	-	Administrateur
FLORENT GARCIA	-	Administrateur
FLORENT TRINQUART	-	Administrateur
LYDIE YVONNE LACOU	-	Administrateur
MARIE MADELEINE JACQUELINE LANGLOIS JOUAN (LANGLOIS)	-	Administrateur
MICHEL BOUGAULT	-	Administrateur
MICHELE RAYMONDE SELLERON (CHARRIERE)	-	Administrateur
PASCAL DOMINIQUE MARIE BORDAT	-	Administrateur
REGIS SERGE JULIEN BLANCHET	-	Administrateur
STÉPHANIE ANNICK GALOPPIN (GALOPPIN)	-	Administrateur
YVONNE LAMY	-	Administrateur
CHRISTINE VALERIE FLEURET (DESBOIS)	-	Directeur
CHANTAL MAURICETTE CHARLOTTE MONJOINT (VILLEMONT)	-	Président du conseil d'administration
FRANCOIS LOUIS DAUGERON	-	Vice-Président

Les données affichées proviennent des sociétés, relations et dirigeants déjà synchronisés en base locale. Les pourcentages de détention ne sont pas disponibles dans l'API publique utilisée.

Avertissement sur les données

Cet export est un document de consultation généré par RegistreDesPermis.fr à partir de données publiques d'urbanisme importées, normalisées et mises en forme.

Malgré les contrôles réalisés, certaines informations peuvent être absentes, incomplètes, mal codées dans la source, modifiées après import ou interprétées différemment par l'administration compétente.

Les dates, surfaces, logements, demandeurs, références cadastrales, coordonnées et sociétés liées sont fournis à titre informatif. Ils ne remplacent pas les arrêtés, dossiers administratifs, plans, actes notariés, informations cadastrales officielles ou consultations auprès de la mairie compétente.

Avant toute décision opérationnelle, juridique, commerciale ou financière, il convient de vérifier les informations auprès des sources officielles et, si nécessaire, auprès d'un professionnel qualifié.